

SE NOURRIR, UN DROIT FONDAMENTAL POUR TOUS

A la fin de l'été, alors que le prix de certaines denrées alimentaires entamait une nouvelle hausse sur les marchés internationaux, Olivier de Schutter, rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, déclarait que beaucoup de pays n'étaient pas prêts à une nouvelle crise alimentaire. Ils n'ont pas su reconstituer des stocks, après celle de 2008 et surtout, ils n'ont pas réinvesti suffisamment dans l'agriculture, ajoutait-il. Mais quelle agriculture ? Celle dont les produits sont destinés à l'exportation ou celle qui fournit de quoi vivre aux populations locales ? Cette question est au cœur de ce que l'on appelle la souveraineté alimentaire. Elle concerne les pays en développement mais aussi les pays européens, à la veille de la révision de la Politique agricole commune, la PAC.

Se nourrir : un droit

Le droit à l'alimentation est un droit humain fondamental. En effet, comment en exercer d'autres quand on a faim ? Il figure depuis 1948 dans la Déclaration universelle des droits humains : « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille... » La faim en constitue une violation. Pour le garantir, deux clefs : la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire. Les deux notions diffèrent tout en étant complémentaires.

La sécurité alimentaire

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO, l'a définie en 1996 comme « une situation telle que chacun peut à tout moment avoir matériellement et économiquement accès à une alimentation sûre, nutritive et suffisante pour satisfaire ses préférences et besoins alimentaires et ainsi mener une vie active et saine. » Les Etats se doivent donc de garantir à chacun le droit de se nourrir, en produisant ses aliments ou en les achetant. C'est un droit individuel.

Pour rendre effective la sécurité alimentaire, il faut un certain nombre de conditions : garantir une offre suffisante toute l'année, permettre à tous l'accès à la nourriture, favoriser une distribution équitable, veiller à la qualité de l'alimentation... Assurer la sécurité alimentaire, c'est donc faire en sorte que la malnutrition n'existe pas.

Dans les pays industrialisés, c'est le cas, même si on constate que la pauvreté gagne du terrain partout ; dans l'Union européenne, 84 millions de personnes sont concernées. En Belgique, grâce à notre système de sécurité sociale qui reste performant malgré les attaques incessantes dont il fait l'objet, les citoyens bénéficient d'une protection qui les met à l'abri sinon de la pauvreté (on recense 15 % de pauvres dans notre pays) au moins de la faim.

Il n'en va pas de même dans les pays en développement. Une grande partie de la population est composée de petits paysans et de pêcheurs. Pour eux, la sécurité alimentaire signifierait pouvoir produire pour se nourrir et pour vendre les surplus à un prix équitable. La réalité est souvent tout autre. Dans le modèle de production qui est le nôtre, les petits producteurs sont contraints de cultiver des produits destinés à l'exportation au détriment des aliments de base, les cultures vivrières. Division du travail oblige. Surtout, ils doivent rembourser des sommes d'argent colossales dont ils n'ont pas bénéficié eux-mêmes, c'est la dette que nombre de spécialistes et d'organisations internationales dénoncent. « C'est le plus puissant des moyens de domination du Nord sur le Sud », clame Jean Ziegler (1).

Privées de leur nourriture de base, les populations des pays en voie de développement n'ont d'autre choix que d'acheter aux prix fixés par le marché maïs, manioc, haricots, etc. quand ce n'est pas la viande de poulet congelée et conservée dans de mauvaises conditions dont les pays industrialisés inondent les marchés locaux. Ces aliments de piètre qualité sont produits dans les pays riches par des paysans soutenus économiquement par leur gouvernement, ce qui contribue à la faillite des petits producteurs du Tiers Monde.

Les plans d'austérité auxquels des instances internationales comme le FMI et la Banque mondiale les soumettent et le pillage des ressources naturelles par les transnationales achèvent de plonger les populations les plus fragiles dans la pauvreté et la faim. « La faim, dénonce Jean Ziegler, est la principale cause de mort sur notre planète. Et cette faim est faite de main d'homme. » (1)

En mai 2007, la FAO considérait que l'insécurité alimentaire affectait au moins 1/7ème de la population mondiale.

La souveraineté alimentaire

La notion de sécurité alimentaire a fait son apparition dans les documents officiels, ce qui semble une bonne chose, mais elle ne convainc pas tout le monde. Ainsi l'organisation paysanne Via Campesina, active dans 50 pays. Déjà en 1996, lors du Sommet de l'alimentation organisé par la FAO à Rome, Via Campesina avait introduit un nouveau concept, celui de souveraineté alimentaire. D'où viennent les aliments, qui les produit, où, comment et par qui sont-ils transformés et vendus, avec quels coûts et à quel prix ? La sécurité alimentaire n'apporte pas de réponse à ces questions. Comme l'écrit Susan Georges, « la sécurité alimentaire ne nous dit pas qui contrôle concrètement la chaîne de l'alimentation. » (2) Or, c'est essentiel dans ce domaine aussi fondamental de la vie.

La souveraineté alimentaire spécifie au contraire qui produit, qui transforme, qui contrôle la commercialisation au bénéfice de qui, etc. Elle met en avant l'autonomie et la souveraineté du peuple. La Plate-forme Souveraineté alimentaire qui réunit une série d'organisations dont l'ACRF la définit comme suit : « C'est le droit des populations et des pays à définir leurs propres politiques alimentaires et agricoles. Ces politiques doivent être écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptées à chaque contexte spécifique et ne pas menacer la souveraineté alimentaire d'autres pays. » (3)

En 2001, au Forum mondial sur la souveraineté alimentaire à Cuba, celle-ci fut présentée comme « la voie à suivre pour éliminer la faim, la malnutrition et garantir la sécurité alimentaire durable et soutenable pour tous les peuples ». Tout le contraire donc des modèles de production imposés par le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui font la part belle aux entreprises transnationales qui contrôlent notre alimentation de la semence à la distribution.

Qui dit souveraineté alimentaire ne dit pas pour autant autarcie et isolement loin des échanges et du commerce. Ils interviennent mais subsiste avec elle le choix notamment de décider quelles sphères de la vie nationale demeureront à l'abri des intérêts extérieurs.

Nous aussi, nous sommes concernés. La crise du lait est un bon exemple des pratiques actuelles. Les producteurs européens réclament une régulation de la production en fonction de la demande, ce que refuse l'Union européenne qui a décidé de supprimer tout quota dès 2015.

Bientôt la PAC fera l'objet d'une révision. Pour Via Campesina, elle ne peut être pensée que dans le cadre de la souveraineté alimentaire. Pour ne plus être soumis aux diktats de l'OMC, pour réguler la production, pour se fixer

comme priorité de produire pour nourrir notre population. Elle milite pour une politique agricole et alimentaire commune (Paac), s'appuyant sur une agriculture paysanne durable et sociale.

Un peu partout dans le monde, des groupes la mettent en pratique dans des espaces limités. D'autres s'élèvent contre certaines décisions comme ces organisations européennes et latino-américaines. Elles se sont unies en mai dernier pour s'opposer à des négociations en vue d'accords de libre-échange qui, ont-elles déclaré, serviraient les intérêts des entreprises transnationales et non ceux des peuples d'Amérique latine et d'Europe. Ces accords qui vont à l'encontre de la souveraineté alimentaire représentaient un grave danger pour la vie et les moyens de subsistance de milliers de personnes.

Les espoirs sont permis même si on est loin encore, comme le constate Susan Georges, d'un monde bâti sur la souveraineté alimentaire. C'est « l'indifférence au concept crucial de souveraineté alimentaire lorsqu'il est question de prendre des décisions politiques (qui) est la principale raison pour laquelle des centaines de millions de personnes continueront à avoir faim. » (2)

Anne Vanhese, journaliste à l'ACRF - Plein Soleil

(1) Jean Ziegler, *L'empire de la honte*, Fayard, 2005.

(2) Susan Georges, *Leurs crises, nos solutions*, Fayard, 2010.

(3) www.pfsa.be

**L'ACRF souhaite que les informations qu'elle publie
soient diffusées et reproduites ;
n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source.**

Avec le soutien de

